

LE DISTRICT DE MANJAKANDRIANA  
(PROVINCE D'ANTANANARIVO)  
PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE :  
DESORGANISATION ECONOMIQUE  
ET RESTRUCTURATION SOCIALE

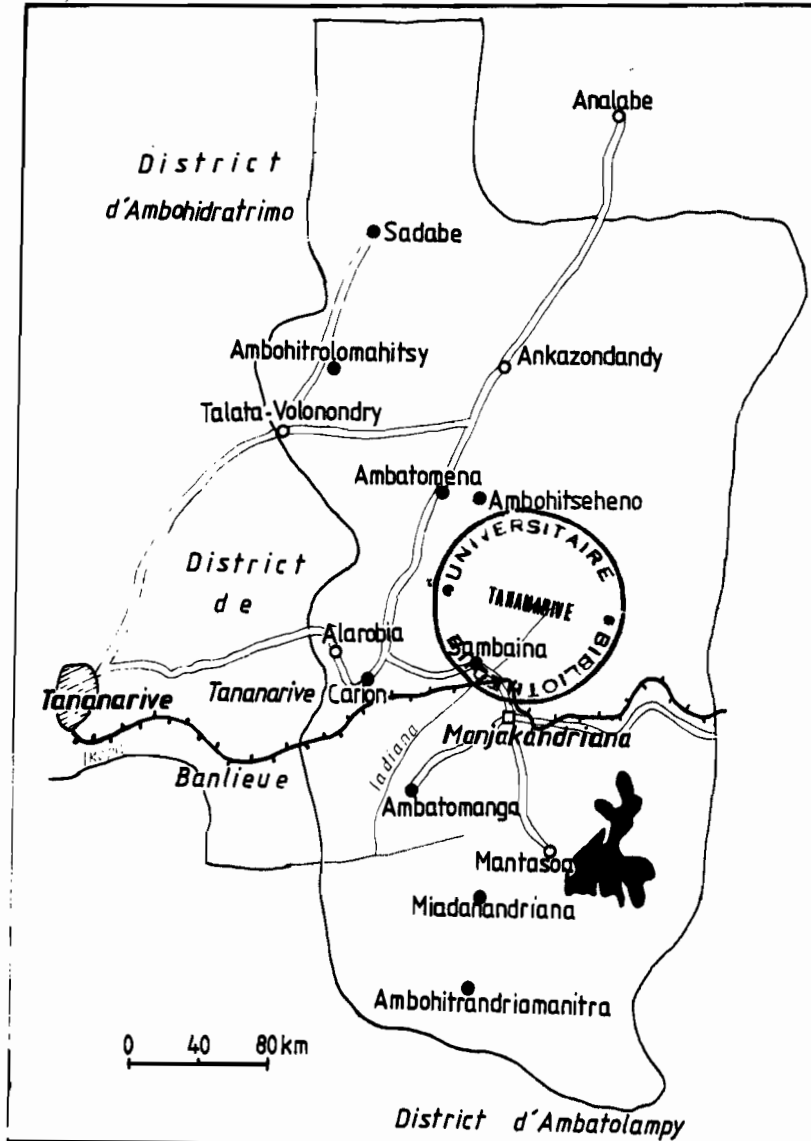
par

Lucile RABEARIMANANA

Madagascar a plus ressenti les effets de la Seconde Guerre mondiale que de la Première. Il s'agit moins des conséquences de la mobilisation et de l'envoi de combattants en métropole que des perturbations occasionnées sur le plan politique et dans le domaine économique et social par la défaite française de 1940, le débarquement britannique de 1942 et l'avènement de la France libre. Les Malgaches ont particulièrement souffert de l'isolement de l'île dû au blocus britannique, puis de l'"effort de guerre" imposé par la France libre et les alliés à une population vivant dans la pénurie depuis des années et astreinte au travail forcé et à l'indigénat.

Le district de Manjakandriana jusqu'en 1949 — il comprenait aussi la région d'Anjozorobe — n'a certes pas connu les réquisitions de travailleurs généralisées et renouvelées, particulièrement redoutées dans certaines parties de l'île, telles que dans la région orientale pour l'exploitation du graphite ou dans l'Itasy pour la culture de l'arachide ou de l'aleurite dans les plantations des colons. La population n'était pas astreinte non plus aux durs travaux de manutention dans les ports ni accablée outre mesure par le portage. Ne se livrant à aucune culture de traite de grande importance, elle ne devait pas subir les spéculations des intermédiaires misant sur la baisse des cours de ces produits. Mais, pour les habitants de cette partie des Hautes Terres, la guerre signifie une hausse de la fiscalité, un isolement générateur de pénurie, le maintien de leur production à des prix anormalement bas, d'où un retour partiel à l'autosuffisance, voire à l'autarcie *Tany lavitra andriana*. Les centres éloignés du chef-lieu de district et difficiles d'accès comme Ambatomanoïna ou Analabe faisaient le bonheur des spéculateurs de tous bords, et le marché

District de Manjakandriana



— Voie ferrée

● Chef-lieu de canton

--- Routes régulièrement empierrées

— Limite de district

noir y sévissait impunément. Comme le ravitaillement était devenu un problème, les réquisitions au profit de l'Office du riz étaient l'occasion de multiples abus contre lesquels les producteurs se trouvaient démunis dans la plupart des cas (pas toujours, nous le verrons). La région se trouvait donc dans un état de désorganisation économique dont elle ne devait sortir que dans les années 1950 avec le retour à l'abondance des produits de consommation importés, l'atténuation de l'inflation et le rétablissement des voies de communication. En somme, même dans cette région indirectement touchée par l'économie de traite et par des relations commerciales intenses avec la métropole, apparaissent les méfaits de l'extraversion de l'économie de la colonie.

En outre, la désorganisation de l'économie de la région ne manque pas de provoquer des perturbations à l'intérieur de la société tandis que l'"effort de guerre" engendre une détérioration des conditions d'existence de la masse de la population rurale (la rendant ainsi prête à suivre les insurgés en 1947), les difficultés de communication et la pénurie génératrice de marché noir contribuent à l'apparition de nouveaux riches, celle d'un groupe d'"évolués" qui forment l'armature politique et administrative du milieu rural des années 1950 dominée par les collectivités.

## I

### L'"EFFORT DE GUERRE" ET LA DESORGANISATION DE L'ECONOMIE

A Madagascar, comme dans tout l'empire français et en métropole, l'économie de guerre se traduit dès 1938 par l'obligation d'accroître la production. Le décret d'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour les temps de guerre oriente la mise en valeur des colonies vers une intensification des productions qui leur sont propres, notamment celles qui intéressent la Défense nationale et pour lesquelles la métropole est déficitaire. Cela ne pouvait cependant pas être obtenu sans la contrainte et l'application rigoureuse de l'indigénat, que les Malgaches n'avaient plus connu depuis les années 1930.

#### A - LA RIGUEUR DE LA CONTRAINTE COLONIALE

##### 1 - Une production à intensifier

Une dépêche ministérielle du 18 septembre 1939 spécifiait qu'il fallait assurer la sécurité économique de la métropole et qu'"aucun effort ne devait être négligé qui soit susceptible d'atteindre le but désiré". D'où la mise en route d'un vaste programme d'accroissement des surfaces cultivées, en riz en particulier. Cette intervention de l'Etat pour la promotion de l'agriculture est d'autant plus active les années suivantes qu'elle correspond à une politique plus globale "de retour à la

terre"; d'attachement au milieu rural préconisé par le régime de Vichy et par le "maréchal paysan" (1).

Les travaux d'aménagement hydro-agricoles commencés dans les années 1930 grâce aux emprunts Maginot sont poursuivis pendant la guerre par le travail de prestataires et de requis. Concernant plus particulièrement l'Imerina, l'action aboutit à faire passer les surfaces consacrées au riz de 51 200 ha en 1939 à 54 600 ha en 1941 (2). Pour toute la région (administrative) de Tananarive, on peut observer une extension des superficies de 8 % environ (de 126 000 ha à 136 000 ha) (3). Celle-ci a été obtenue par la récupération de rizières abandonnées auparavant faute d'une alimentation suffisante en eau et grâce à des travaux hydro-agricoles. Force est cependant de constater que l'action s'avère insignifiante, dans la mesure où la majeure partie des terres propices à la riziculture sont déjà aménagées et exploitées, en particulier dans les districts densément peuplés dès l'origine, comme ceux d'Ambatolampy et de Manjakandriana.

En outre, une augmentation des surfaces cultivées n'entraîne pas forcément une hausse de la production. Différents facteurs objectifs se sont ligués pour annihiler les efforts allant dans ce sens : des conditions atmosphériques défavorables d'abord. Sécheresse et inondations sévissant en 1940 et 1941, tandis que les deux années suivantes voient s'abattre le premier de ces fléaux sur une bonne partie du pays. L'usure du matériel agricole et la stagnation du rendement vont dans le même sens. Dans le district de Manjakandriana, on n'enregistre guère de progrès notable de la riziculture aussi bien en surface qu'en tonnage pendant et après la guerre (4).

---

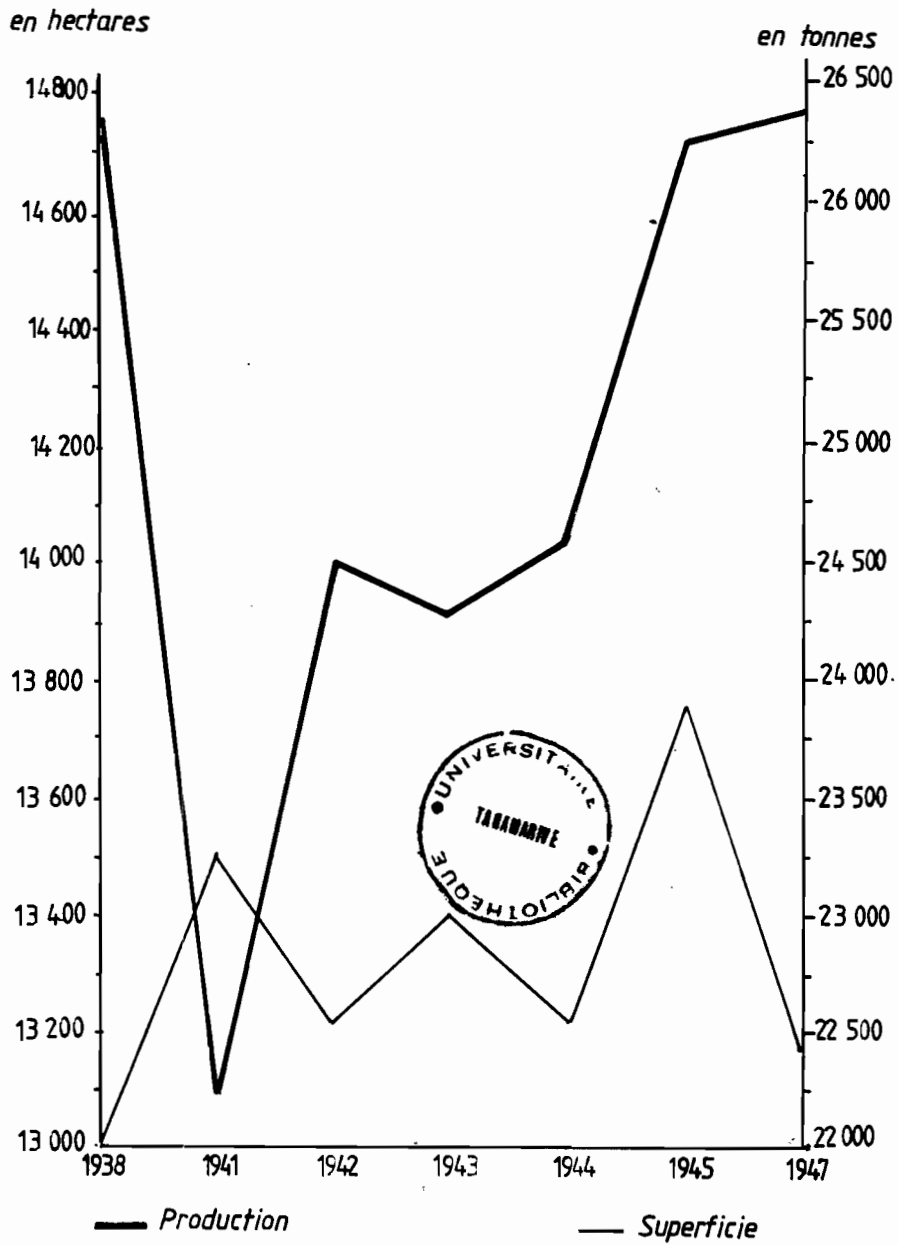
(1) M. Cervais, M. Jollivet et Y. Tavernier, *Histoire de la France rurale, IV : La fin de la France paysanne de 1914 à nos jours*. Paris, Ed. du Seuil, 1976, pp. 442-443.

(2) Note du conseiller technique du Service de l'Agriculture au Directeur des Affaires économiques du 3 avril 1942. (Archives de la République démocratique de Madagascar ARDN) Affaires économiques L 774.

(3) Rapport économique annuel de la région de Tananarive 1941 (Archives nationales - Section outre-mer ANSOM (Aix en Provence, 2 D 203).

(4) Rapports annuels du service provincial de l'agriculture de Tananarive, 1945 et 1947 (ARDM), S.P.A. 694 et 695.

# Evolution de la riziculture dans le district de Manjakandriana



Evolution de la riziculture dans le district de Manjakandriana de 1938 à 1947

	1938	1941	1942	1943	1944	1945	1947
Superficies (en ha)	13 000	13 516	13 214	13 400	13 210	13 767	13 163
Tonnage	26 500	22 252	24 500	24 300	24 600	26 300	26 445

L'Imerina, dans son ensemble, a vu aussi sa production baisser et ne se relever, péniblement qu'en 1944-1945 (119 600 t en 1939, 103 400 t en 1943, 115 500 t en 1944, 115 300 t en 1945).

Ces chiffres ne présentent qu'une valeur approximative et ne doivent pas être le point de départ d'interprétations poussées. On peut néanmoins conclure, sans trop de risques d'erreur, sinon à une véritable régression de la production rizicole, du moins à une stagnation. A Manjakandriana, elle s'élève à 26 445 t en 1947, égalant celle de 1938, considérée comme la dernière année normale avant la tourmente de la guerre, après avoir connu une baisse relativement importante pendant les hostilités, et cela malgré les multiples "encouragements" au travail prodigués aux producteurs.

En plus des conditions atmosphériques défavorables, il faut voir dans cette régression de la production un certain délaissement des activités agricoles par les masses rurales. Tout semble, en effet, se liguier pour qu'il en soit ainsi. Les agissements de l'administration produisent l'effet contraire de la politique qu'elle préconise. Elle se propose d'intervenir pour améliorer les méthodes culturales et les rendements, mais elle manque cruellement de techniciens, d'intrants à proposer aux paysans. Elle veut rendre efficace la propagande agricole, mais ses agents utilisent souvent la contrainte pour parvenir à leurs fins. La politique fiscale appliquée aboutit à dégoûter les producteurs de la riziculture, dans la mesure où, en six ans, pendant la guerre, l'impôt sur les rizières se trouve quintuplé (alors que le produit de l'impôt foncier en général ne fait que doubler pendant la même période) (5).

En outre, dans les zones enclavées, les difficultés d'évacuation des produits entraînent des prix jugés non rémunérateurs. C'est le cas, dans la région d'Ankazobe, des cantons d'Ambatomanoïna, d'Antanetibe et d'Andohala.

(5) Rapport de l'inspecteur des colonies Berthier. Mission Dimpault, 5 juin 1945, (ANSOM) 3 D 29.

L'administration reproche aux populations leur caractère "arriéré et sauvage" (6). En réalité, condamnées à un retour à l'autosubsistance dans une longue période de pénurie en denrées de première nécessité et en produits importés, elles ne sont guère motivées pour étendre la culture du paddy, et l'utilisation de la contrainte est sans effet. La réquisition partielle, puis totale, du paddy pour l'Office du riz en 1944-1945 a aussi contribué à faire baisser l'intérêt de la masse paysanne pour les activités agricoles comme toute la politique dirigiste appliquée à partir de 1943.

On enregistre ainsi une stagnation, sinon une baisse, de la pratique des autres cultures vivrières, aussi bien en superficies qu'en tonnage.

Evolution des cultures vivrières secondaires dans le district de Manjakandriana pendant la guerre

Superficie en ha

	1941	1943	1944	1945
Maïs	150	150	261	148
Haricots	709	400	654	571
Pommes de terre	492	550	382	274
Manioc	2 975	3 400	1 500	3 070
Patates	3 000	1 920	2 000	1 770

Production en tonnes

	1941	1943	1944	1945
Maïs	75	60	150	103
Haricots	350	200	250	285
Pommes de terre	2 000	2 000	1 500	1 370
Manioc	6 500	6 000	5 500	8 000
Patates	3 000	8 000	8 000	7 100

(6) Rapport du chef de district de Manjakandriana au chef de la région de Tananarive, juillet 1945. (ANSOM) P.T. 0164.

Plus encore que pour le riz, ces statistiques des produits vivriers secondaires sont très approximatives, donc peu fiables. Ils sont d'autant plus difficilement quantifiables qu'ils sont destinés uniquement à la consommation familiale (et à celle du bétail souvent) et ne font que rarement l'objet de transactions commerciales. A travers ces chiffres cependant, on peut retenir une évolution en dents de scie et plus précisément une régression marquée, qui s'observe d'ailleurs au niveau du pays tout entier. C'est en effet, à partir de la Seconde Guerre mondiale que l'on perçoit une généralisation progressive de la consommation du riz à Madagascar, au détriment de celle des légumineuses et surtout des tubercules.

On peut conclure de l'utilisation de la contrainte pour l'intensification de la production en Imerina, pendant la guerre, qu'elle est restée pratiquement sans effet sur une population relativement dense, habituée de longue date à des travaux méticuleux et intensifs dans un milieu peu favorable. A cette contrainte et dans des conditions économiques difficiles, peu motivantes, la population rurale oppose une résistance passive, délaisse les activités agricoles peu rémunératrices, se contente souvent du minimum nécessaire à sa subsistance et à l'acquittement d'une fiscalité de plus en plus lourde.

## 2 - Une fiscalité en hausse

La principale caractéristique de la fiscalité coloniale est certainement son archaïsme, son manque d'équité et par là même, l'insuffisance de son efficacité. L'impôt personnel, en particulier, ne pèse que sur les seules personnes physiques, perpétuant ainsi le privilège fiscal dont jouissent les personnes morales et les sociétés coloniales. Son montant ne diffère guère suivant les revenus du contribuable. Il a plus une valeur politique et "moralisatrice" qu'économique. En plus, les problèmes financiers causés au budget de l'Etat par la crise de 1930 auxquels s'est ajoutée la charge de la dette due aux emprunts Maginot de 1931, ont alourdi encore la fiscalité. Il en résulte que le contribuable "rencontre une difficulté permanente pour payer ses impôts, il est défavorisé par le prix du riz, par le niveau de salaire et par l'inflation" (7). La hausse des impôts est cependant moindre, à Madagascar qu'en Afrique française, où au départ, ils étaient moins élevés.

Le ralentissement, puis l'arrêt complet des relations commerciales de Madagascar avec l'étranger en 1942, entraînent la baisse puis la chute des droits d'entrée et de sortie des marchandises. Face aux exigences de "l'effort de guerre" et aux besoins croissants du budget local, l'administration doit trouver de quoi compenser ce manque à gagner et un complément de ressources dans un renforcement de la fiscalité. Et malgré le souhait, maintes fois renouvelé, des

---

(7) A. Ralaikoa, *Pressions fiscale et appauvrissement chronique sur les Hautes Terres centrales malgache (1896-1945)*. thèse pour le doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, Paris VII, 1986, 286 p.



Délégations économiques et financières d'éviter toute création de taxes nouvelles qui "peuvent aggraver les charges présentes" et leur proposition de chercher l'équilibre budgétaire plutôt dans la réduction des dépenses en personnel (8), les impôts subissent une hausse quasi annuelle.

En 1939, les impôts directs sont augmentés de 20 %, les impôts indirects de 10 %. En 1941, la majoration est portée à 50 % tandis que les célibataires voient leurs contributions accrues, en plus, de 25 à 30 %. L'avènement de la France libre apporte une certaine rénovation, timide encore certes dans le système de la fiscalité malgache, en essayant, malgré la puissance du groupe de pression colonial, de chercher l'argent là où il se trouve, c'est-à-dire chez les plus riches. C'est ainsi que, par arrêté du 31 décembre 1942, les tarifs de base des revenus supérieurs à 20 000 F se trouvent relevés. En outre, l'arrêté du 12 mars 1943 institue une taxe exceptionnelle de guerre frappant les contribuables dont les revenus excèdent 10 000 F.

Cette cascade de mesures entraîna une hausse de l'impôt personnel de 85 % de sa valeur en francs courants de 1939 à 1945, ce qui n'est d'ailleurs pas excessif comparé à la hausse du coût de la vie pendant la même période. La proportion de l'apport de cet impôt dans le total des revenus fiscaux révèle aussi que la guerre a entraîné une aggravation de la charge pesant sur la masse des contribuables, c'est-à-dire sur les Malgaches. Cette part passe, en effet, de 60 % en 1938, à 65 % en 1945 (9). En outre, pendant la guerre, tous les rapports de districts ou de régions, révèlent la satisfaction de l'administration devant non seulement la hausse du montant des impôts en valeur absolue mais encore celle du taux de recouvrement. Et les responsables se félicitent ainsi de l'excellence de la situation financière de leurs circonscriptions, due à une application plus stricte qu'auparavant du code de l'indigénat en matière de paiement des impôts.

Dans le district de Manjakandriana en particulier le rapport financier de 1941, par exemple, montre une augmentation des recouvrements de 422 154 F, obtenue sur la taxe fixe et additionnelle, les patentes et les droits sur les boeufs. L'impôt sur les rizières enregistre, au contraire une hausse peu importante de 1 950 F (10). L'augmentation de la capitation (taxe fixe et additionnelle) atteste de la hausse du montant unitaire face à un nombre de contribuables pratiquement constant (même si nous ne disposons pas de chiffres précis à ce sujet). Quant à l'évolution du montant des patentes, elle peut sembler en contradiction avec la raréfaction des produits commercialisés. Mais la contradiction n'est qu'apparente dans la mesure où le nombre de petits commerçants s'accroît de manière notable au fur et à mesure que la pénurie s'installe et que les manoeuvres spéculatives

---

(8) Commission permanente des délégations économiques et financières. Résumé des questions traitées. P.V. de la séance du 2 décembre 1941, (ARDM) II D 51.

(9) Rapport Berthier, *op. cit.*, ANSOM.

(10) Rapport financier du district 1940-1941. ANSOM P.T. 156

deviennent fructueuses. La perception des droits sur les bœufs révèle une hausse de 39 888 F due à la fois à un tarif unitaire relevé et à un contrôle plus serré du recensement du troupeau bovin du district (en tout cas, on ne peut déceler une amélioration de l'élevage entraînant une augmentation du nombre des bœufs !). En 1945, le contribuable du district de Manjakandriana paie 246 F d'impôt sur un budget familial de 4 750 F, soit 5,1 % ce qui fait que sa charge fiscale est significative de la situation au niveau de l'île (5 %). Il paie plus que le Tananarivien (3,9 % du budget familial), autant que son compatriote du district d'Ambatolampy, mais moins que le paysan de Maevatanana (6 %) et surtout que celui de Vangaindrano (7,3 %) (11). L'habitant de la capitale est ainsi sous-imposé par rapport aux autres habitants de l'île pendant la guerre (comme au début de la colonisation). On constate aussi la disparité des impôts pesant sur les Malgaches, qui peut varier du simple au double et, partant, leur caractère inéquitable. Il a fallu attendre la réforme de 1946 pour que la fiscalité soit mieux répartie et qu'elle taxe plus les titulaires de hauts revenus à savoir les entreprises commerciales. Pour celles-ci, la guerre a incontestablement constitué une suite d'occasions favorables à un enrichissement rapide, au détriment de la masse de la population, car se posaient alors des problèmes de ravitaillement.

## B - LES PROBLEMES DE RAVITAILLEMENT

La France devenue un champ de bataille puis soumise à l'occupation allemande, souffrait de l'interruption des échanges traditionnels et du blocus britannique, d'autant plus qu'elle devait subir les prélèvements allemands la privant de 10 à 15 % de sa production (12). Elle perdit ainsi le contrôle de ses relations commerciales avec ses colonies, avec Madagascar en particulier à partir de 1941-1942. Et cette dernière devait ressentir cruellement les effets de cette rupture commerciale, habituée qu'elle était aux principes d'un pacte colonial renforcé dans les années 1930 par suite de la crise. Ainsi plus que le travail forcé ou la hausse des impôts, ce qui a particulièrement marqué les masses rurales pendant la guerre, c'est la pénurie dont elles étaient alors victimes, et le marché noir ainsi engendré. Madagascar subit, en effet, le blocus britannique à partir de 1940 lorsqu'elle choisit de rester dans l'orbite de Vichy. Le total du commerce extérieur qui s'élevait à 399 625 t en 1938, chute de 195 975 t en 1940 à 39 731 t en 1942. Cette année-là cette baisse brutale atteint plus les importations (11 293 t) que les exportations (28 433 t). Il en résulte une asphyxie économique se traduisant non seulement par la raréfaction puis la disparition des produits importés mais encore par la difficulté des échanges portant sur les produits locaux dus à la pénurie de carburant et à l'usure du matériel roulant.

---

(11) L'effort fiscal réalisé à Madagascar de 1938 à 1945. Rapport de l'inspecteur général des colonies Dimpault. Mission 1945 - ANSOM 3 D 29

(12) M. Gervais et alii, *op. cit.*, p. 90.

## 1 - La pénurie de produits importés et le marché noir

Dès le second semestre 1941, on enregistre en Imerina, surtout dans les campagnes, la raréfaction des produits importés, des tissus essentiellement, qui constituent la marchandise la plus recherchée depuis le début de la colonisation et premier poste des importations. Les denrées de première nécessité, d'origine locale ou non, comme l'huile de table, le sucre, le savon, la farine, le lait concentré sucré, sont difficile à trouver aussi.

Il s'en suit une hausse rapide des prix, même ceux fixés officiellement par l'administration.

Prix de détail taxés de quelques produits dans la région de Tananarive en 1941 (en francs)

PRODUITS	Unité	TANA Ville	Manjakandriana	Ambatolampy	Mora - manga	Soavinandriana	Ankazob e
Sucre	kg	5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,8
Savon de Marseille	barre	8	8,5	8,5	8,65	8	8,75
Lait concentré sucré	boîte	11,5	12,25	12,25	12,5	11,8	manque
Pain	kg	4	5	3,6	4,5	manque	manque
Huile locale	litre	10,5	11	10,75	8,75	manque	manque
Viande de boeufs	kg	3,5	4	5,2	4	2,5	3,2
Ecri	mètre	7	8,5	np	np	9,5	7,5

Outre, le caractère épars et foncièrement insuffisant des données chiffrées, on ne peut que déplorer l'absence d'information concernant les campagnes, les chiffres ci-dessus ne se rapportant qu'aux chefs-lieux de districts. Ils nous permettent néanmoins de constater la disparité des prix entre districts voisins de la région de Tananarive (elle devait être encore plus marquée entre les différentes régions). A première vue, semble jouer dans cette disparité, un critère primordial, celui de l'éloignement de la capitale, surtout de l'état des voies et moyens de communication. C'est à Tananarive, centre de distribution et de diffusion de la plupart des produits commercialisés, que les prix s'avèrent les moins élevés et les plus stables, la présence des autorités centrales contribuent à cette situation. Les objets commercialisés deviennent plus chers en dehors de la capitale, en fonction de la distance, de l'état des routes et de la présence ou non de voies ferrées.

C'est ainsi que Manjakandriana dont le chef-lieu est relié à la capitale par le chemin de fer Tananarive-côte Est, (une quarantaine de kilomètres seulement), et

par une route praticable en permanence, semble assez bien desservi en général, et ne pas souffrir outre mesure de prix trop élevés par rapport à la capitale. Elle ne connaît pas encore de pénurie véritable cette année-là. Ankazobe, par contre, à 100 km vers l'ouest que dessert une route assez mal entretenue, doit payer des prix officiels majorés de 10 % par rapport à ceux de Tananarive ; elle manque même de lait concentré sucré en 1941 et de pain (mais peu nombreux y sont les Français, consommateurs de pain). Quant au prix de la viande de bœuf, il est fonction du ravitaillement local, ce qui favorise les zones où l'élevage est assez important, comme Manjakandriana et surtout Soavinandriana.

Les prix des produits de première nécessité, importés ou non, devaient augmenter dans les villages hors des chefs-lieux de district, éloignés des autorités administratives, d'autant plus que se posaient les difficultés de communication. En tout cas, pendant la guerre plus qu'en temps de paix, l'idée d'un marché régional — et encore moins national — ne pouvait exister, tant la disparité des prix était manifeste et les conditions économiques différentes d'un endroit à l'autre. Une telle situation ne pouvait évidemment qu'encourager les manœuvres spéculatives et, la pénurie aidant, faire fleurir le marché noir.

Dès 1941, la pénurie est telle, à Madagascar, que l'administration recommande la culture de fibres textiles locales dont l'utilisation était tombée en désuétude depuis l'invasion du marché malgache par les tissus français avec la colonisation. Elle crée, en 1942, des ateliers artisanaux fabriquant des tissus. Mais cela ne suffit pas pour résoudre le problème des vêtements, particulièrement grave sur les Hautes Terres centrales. La situation est telle que, dans le district de Manjakandriana, le prix des tissus triple en deux ans sur les marchés, du moins quand on en trouve. Des témoignages datant de 1943 rapportent le grand nombre de paysans accourant à la foire annuelle d'Ambatomanga dans l'espoir de se procurer des tissus. Certains ont vendu auparavant pour cela bœufs, porcs et volailles à des prix peu rémunérateurs. "L'écho de l'arrivée des tissus gagne les coins les plus reculés de la brousse et engendre la joie la plus unanime..." (13).

Cette situation de pénurie incite les plus entreprenants à se livrer en grand nombre aux transactions commerciales. Les patentes de détaillants, nous l'avons vu, sont de plus en plus nombreuses dans les campagnes. Les marchands de tissus en particulier sont rois, tandis que le marché noir s'installe à partir de 1942-1943. Ils n'imposent pas seulement leurs prix mais aussi leurs conditions aux acheteurs. C'est le cas à Anjeva, par exemple, où les commerçants ne consentent à vendre du *soga* que si les clients achètent en même temps de la toile indienne, plus chère et jugée moins résistante que le premier. Quant aux collecteurs d'Ambatomena, en 1944 à un moment où la récolte de paddy est déficitaire par suite de la sécheresse

---

(13) Rapport du chef de la Sûreté générale au gouverneur général 2 juillet 1943, ANSOM P.T. 237.

de 1943, ils échangent près d'un quintal de riz contre 4,5 m de *soga* ne payant donc le riz que 1,6 F le kg, alors que les prix pratiqués dans cette localité variaient alors de 2,25 F à 2,43 F (14). En effet, ce qui caractérise aussi les échanges pendant la guerre, c'est la rareté de la monnaie et le retour au troc, qui ne pouvaient que désavantager les producteurs au profit des intermédiaires, qui imposaient leur dictat. D'où un recul certain des échanges et une tendance à l'autarcie, surtout dans les contrées difficiles d'accès, et au repli sur des pratiques et des techniques traditionnelles, qui ne seront abandonnées que plusieurs années après la fin de la guerre. L'intégration de Madagascar dans l'orbite alliée en 1943 et l'avènement de la France libre ne permettent de pourvoir le pays en produits importés qu'au compte-gouttes.

## **2 - Les difficultés de ravitaillement en riz et l'intervention de l'Etat dans la production à partir de 1943**

La situation de la production rizicole ne s'avère préoccupante qu'à partir de 1943, c'est-à-dire lorsque Madagascar, délivré du blocus britannique, est obligé de subvenir au ravitaillement des Mascareignes et de contribuer à la nourriture des troupes alliées d'Afrique orientale. Une charge supplémentaire est aussi constituée par l'armée britannique stationnée dans le pays jusqu'en 1946. Le gouvernement de Vichy avait déjà essayé de mettre en place, tout comme en France, des structures coopératives visant à préserver les producteurs, de riz sur les Hautes Terres, de café sur la côte Est, des appétits des intermédiaires. Il a aussi suscité l'intensification des cultures par l'amélioration des méthodes culturales, la sélection des semences. Mais cette action, poursuivie par le gouvernement de la France libre ne pouvait être que superficielle, faute de moyens et de temps. La sécheresse qui sévit en 1942 et 1943 fut telle que la production fut déficitaire et le spectre de la disette hanta le pays : de 774 000 t en 1939, elle descendit à 655 000 en 1943.

La politique dirigiste de l'Etat, mise en place en 1943, visa non seulement à contrôler les échanges et à fixer les prix, mais encore à réquisitionner la production de riz, denrée combien importante pour la santé économique et politique du pays, et en assurer la distribution.

### ***a - Le fonctionnement de l'Office du riz***

La soudure 1943-1944 s'annonçait difficile, l'administration crée une structure d'intervention, le service des riz et des paddy, le 4 décembre 1943. L'objectif de ce service est d'enlever le paddy et le riz pilé vers les points de stockage, de contrôler l'usinage du paddy et de fixer les contingents à prélever dans chaque région. Les prix d'achat sont fixés par le gouverneur général après

---

(14) Témoignage oral d'un habitant d'Ambatomena.

consultation du service des prix. Se mettant tout de suite à l'oeuvre, ce service interdit, le 20 janvier 1944, toute opération de commercialisation du riz ou du paddy en dehors des marchés autorisés, où les achats ne peuvent être effectués que par des collecteurs et acheteurs accrédités. Tout transport de riz est soumis à autorisation et les déclarations de stock sont obligatoires.

L'arrêté du 22 février 1944, instaurant l'Office du riz, consacre la mainmise complète de l'administration sur l'usinage et le commerce du riz, notamment dans la région de Tananarive (Tana-banlieue, Ambohidratrimo, Tananarive, Antsirabe) ; une carte du riz est instaurée pour toutes les familles consommatrices dans les alentours de la capitale à Fianarantsoa, Majunga, Antsirabe, Moramanga, Ambositra (15). Pourvu d'attributions très larges, l'Office du riz voit progressivement son pouvoir contesté par les riziers et les gros commerçants, lesquels militent pour imposer leurs conditions. Ils constituent un groupe puissant et influent, gros bénéficiaires de l'opération de réquisition de la production rizicole au détriment de la masse des producteurs malgaches, obligés de livrer à bas prix sa production mais qui ne peut souvent acheter qu'au marché parallèle (16). La situation des producteurs consommateurs de riz de Manjakandriana illustre bien les conséquences désastreuses que cette spoliation entraîne pour eux.

#### *b - Réquisition et ravitaillement en riz à Manjakandriana*

Le district de Manjakandriana devait fournir à l'administration 5 000 tonnes en 1943, soit 20 % de sa production totale de riz. Avec le fonctionnement de l'Office du riz à partir de février 1944, la quantité demandée passe à 6 500 tonnes, la répartition de ce tonnage ayant été effectuée à partir du recensement des rizières par village et de la composition exacte de chaque famille. Cette opération, menée avec une certaine régularité et exactitude dans les cantons proches du chef-lieu, a cependant fait l'objet d'abus dans les régions d'Ankazondandy et d'Anjozorobe où — le chef de district le reconnaît lui-même — le manque de personnel administratif et de véhicules pour les déplacements empêche le contrôle et la surveillance du recensement et de toutes les activités économiques en général (17). Cependant, l'administration n'enregistre aucune plainte collective concernant la répartition de la réquisition, et les livraisons s'effectuent en général sans heurt. Certains cantons, Ambatomanga, Carion, Ambatomainty, Manjakandriana, poussent même leur zèle jusqu'à livrer plus qu'on ne leur demandait. Il ne faut, évidemment, voir dans cette attitude consentante qu'une résignation de la population devant les pressions administratives, une simple résignation due à l'impuissance car quand les

(15) La politique du riz à Madagascar. Inspection Dimpault, (ARDM) OR 145.

(16) N. Ranaivo Rabetokotany, *Contribution à la connaissance de Madagascar pendant la seconde guerre mondiale : l'épisode de l'Office du riz (1943-1945)*. Université de La Réunion, mémoire de Maîtrise, 1984, 145 p. + 34 p. annexes.

(17) Lettre du chef de district de Manjakandriana au chef de région de tananarive du 4 mai 1944. ANSOM P.T. 0164.

structures adéquates existent, la population réagit et résiste à la réquisition du riz.

C'est le cas à Sambaina, où est créée une section du syndicat des agriculteurs et éleveurs de la Région de Tananarive, rattachée à la C.G.T en juin 1944. Groupant 200 membres environ, ce syndicat est dirigé par des nationalistes. Il lance des pétitions pour garder le paddy, et se fait entendre des riziculteurs du canton, lesquels refusent de livrer leur récolte à l'Office du riz. La riposte de l'administration ne se fait pas attendre. Les notables veulent que les villages soient débarrassés de ces "mauvaises têtes", tandis que, d'après le chef de district, "à un moment où la fourniture du paddy, revêt un caractère plus politique, peut-être, qu'économique, il est inadmissible que, conduits par des meneurs, des Malgaches refusent d'accomplir leur devoir de Français". Aussi demanda-t-il que les deux dirigeants du syndicat, Razafindrafahy et Ralaikiady soient assignés à résidence fixe hors de la région. (Ils le furent effectivement, par arrêté du 25 avril 1945, à Tsihombe, mais bénéficièrent d'une mesure de clémence le 1er janvier 1946).

Le ravitaillement effectué par l'Office du riz fut l'objet de diverses requêtes de la part des consommateurs, surtout ceux des campagnes. En effet, si la distribution du riz se déroule assez normalement dans la capitale, ce n'est guère le cas dans les régions rurales environnantes. Elle est effectuée au chef-lieu de district, de manière irrégulière et les quantités distribuées sont souvent inférieures aux 400 g par jour et par personne. Elle oblige pourtant les habitants des campagnes à se déplacer à pied sur plusieurs kilomètres, sans être toujours sûrs de percevoir leur dû. Aussi sont-ils confrontés à des problèmes de subsistance en 1944, d'autant que les produits d'appoint habituels, le manioc et la patate douce ont aussi souffert de la sécheresse. Aussi réclament-ils que les répartitions par l'Office du riz soient effectuées dans chaque chef-lieu de canton pour éviter les pertes de temps, requête à laquelle l'administration ne peut répondre positivement, faute de personnel et de moyens financiers (18). Une telle situation rend la partie belle aux producteurs qui ont réussi à corrompre les chefs de village et les chefs de quartier et à cacher une partie de leur récolte, qu'ils revendent ensuite à des prix exorbitants, aux dépens de la masse de la population rurale, bien entendu.

## II

### LA GUERRE ET LA RESTRUCTURATION DE LA SOCIÉTÉ RURALE

#### A - LA RÉGRESSION DÉMOGRAPHIQUE

La guerre n'a pu manquer de provoquer une baisse de la population de l'île. Si en France, le même phénomène est causé par des opérations militaires qui

---

(18) Renseignements transmis au chef de district de Manjakandriana, 7 février 1945. ANSOM P.T. 0164.

atteignent à la fois les soldats et la population civile (19), à Madagascar, il est plutôt la conséquence de "l'effort de guerre" sur le plan économique et de la contrainte coloniale. Le pays a certes assisté au bombardement de certains ports par les Britanniques en 1942 (Majunga, Tamatave et surtout Diégo-Suarez) ; puis les troupes britanniques marchèrent de Majunga à Tananarive, ensuite jusqu'à Ambalavao pour obtenir la reddition du gouverneur général Annet, d'obédience vichyste. Mais ces opérations n'occasionnèrent pas de pertes humaines notables. Par contre, à la suite de l'accentuation du travail forcé qu'elle a occasionnée, à cause des problèmes de ravitaillement qu'elle a entraînés, la guerre est à l'origine d'une diminution de la population d'autant plus grave que Madagascar était déjà sous-peuplé.

### 1 - La population de Manjakandriana pendant la guerre : stagnation et baisse

Une analyse fine de l'évolution démographique à l'échelle d'un district comme Manjakandriana serait intéressante à plus d'un titre. Et des éléments statistiques existent, fournis notamment par les *Rapports annuels de la circonscription médicale de l'Emyrne* (20). Ils fournissent des renseignements chiffrés sur la fréquentation des établissements sanitaires, l'évolution des maladies au cours de l'année. Ces statistiques donnent les chiffres de population totale, les taux de nuptialité, de natalité et de mortalité, mais pour décevoir immédiatement le chercheur, en spécifiant que "ces chiffres sont manifestement faux". Les naissances ne sont déclarées que de manière irrégulière et avec des mois, voire des années de retard. Les morts-nés sont inconnus des autorités sanitaires et administratives. En outre, parler de taux de nuptialité pourrait faire sourire dans la mesure où les statistiques administratives ne font état que des unions déclarées devant le chef de canton. Quant à la population de 1947 (comme celles des autres années aussi), elle est le résultat d'extrapolations effectuées dans les bureaux mêmes du chef de district. Faut-il, pour autant, rejeter purement et simplement ces statistiques ? Certes non, nous ne devons les considérer cependant que comme des ordres de grandeur, dont l'évolution générale peut être prise en considération, d'autant plus qu'elle se trouve confirmée par ce que la mémoire collective a retenu de cette période.

Avec Ambatolampy, Manjakandriana est l'un des rares districts d'Imerina ayant une densité de population relativement forte dès avant la guerre (21). Ces deux circonscriptions se distinguent pendant les hostilités, par un accroissement

---

(19) F. Braudel et E. Labrousse, *Histoire économique et sociale de la France*, t. 4, vol. 2, Paris, P.U.F., 1980, p. 625-626.

(20) *Rapport annuels de la circonscription médicale de l'Emyrne, 1940-1954.* (ARDM) II 349.

(21) L. Rabearimanana, "Les populations rurales du Vakiniadiana face à l'insuffisance des terres dans les années 1950-1960". Séminaire de Benasandratra II, mai 1988, 27 p.



qui continue jusqu'en 1942, alors que le reste de la circonscription médicale (qui comprend les districts de Manjakandriana, Ambohidratrimo, Ankazobe, Arivonimamo et Ambatolampy,) enregistre une régression démographique dès 1940.)

La population de l'Imerina et de Manjakandriana de 1940 à 1947

	Imerina	Manjakandriana
1940	365 942	91 013
1941	366 042	92 313
1942	364 486	92 090
1943	367 529	89 258
1944	365 856	86 793
1945	345 655	86 395
1946	371 492	86 275
1947	365 378	84 548
1948		87 264
1950		89 717

A Manjakandriana donc, c'est de 1944 à 1947 que la population atteint son minimum par rapport au début de la guerre ; mais dès 1943, elle régresse. La situation est aggravée en 1947, par suite de l'insurrection qui atteint l'est du poste d'Anjozorobe et quelques localités à l'est du chef-lieu du district. Mais le chiffre reproduit montre plus les insuffisances du recensement qu'une baisse réelle de la population, puisque près de 3 000 individus apparaîtront à nouveau l'année suivante, lorsque les rescapés de la répression consécutive aux événements de 1942 regagnent leurs foyers, notamment dans la région de Vodivato à Anjozorobe (22). En tout cas, il faut attendre le début des années 1950, d'après les statistiques du service de santé, pour que la population de Manjakandriana retrouve son niveau d'avant-guerre.]

2 - Maladies et mortalité pendant la guerre

Comment expliquer ce recul de la population ? La peste a pratiquement été éradiquée avant la guerre, néanmoins les campagnes de vaccination se poursuivent activement pendant la durée des hostilités dans la circonscription médicale de l'Emyrne. Si cette maladie n'a donc heureusement pas résisté à l'offensive de la

(22) Compte-rendu de tournée du chef de poste d'Anjozorobe, 16-18 février 1949. (ANSOM) P.T. 0163 .

vaccination, il n'en est pas de même du paludisme, qui reste le fléau le plus dévastateur et dont les moyens de protection s'avèrent foncièrement insuffisants par rapport aux besoins. Viennent ensuite les maladies de l'appareil respiratoire et les gastro-entérites. En tout cas, à partir de 1943, les décès sont plus nombreux que les naissances, avec une mortalité infantile particulièrement marquée. En outre, les décès devaient être certainement plus importants dans les milieux ruraux qu'au chef-lieu du district et dans les villages environnants, dans la mesure où l'infrastructure sanitaire mise en place dans les années 1930 bénéficiait plus aux citadins qu'aux habitants de la campagne.

Les responsables du service de santé déplorent l'insuffisance du personnel médical et le "manque relatif de médicaments". La situation s'avère particulièrement dramatique en 1944 et 1945, "années de crise succédant à d'autres années de crise dont les effets nocifs s'accumulent". Effectivement, les moyens médicaux ont sûrement fait défaut, mais plus que d'une infrastructure médicale, les Malgaches avaient besoin de bien-être matériel et psychologique, d'une nourriture suffisante, de liberté ; or, ils souffraient à cause des prestations et des réquisitions, ils manquaient de riz, de viande... et de savoir, nécessaire à l'hygiène. La santé, à l'époque, était, avant tout, une question de conditions d'existence et non d'encadrement médical. Dans ce domaine, et comme en Afrique noire, la guerre n'a fait qu'aggraver "une stagnation démographique d'ensemble révélatrice de la misère ambiante, et la morbidité accrue du fait des épidémies est à rapprocher de l'état de désarroi profond et de misère physiologique d'une population affaiblie et sans défense"(23). En effet, la guerre fut la cause première de l'appauvrissement des masses rurales.

## B - LA DÉTÉRIORATION DES CONDITIONS D'EXISTENCE EN MILIEU RURAL

### 1 - Prix du riz et niveau de vie paysan

A ce propos encore, vu l'insuffisance et le caractère éparpillés des chiffres disponibles, nous devons souvent nous contenter des appréciations qualitatives des documents d'archives et des rares précisions chiffrées qu'ils apportent. Cependant, les diverses enquêtes orales complètent heureusement cette source.

La pénurie des denrées de première nécessité et surtout des produits importés, génératrice de marché noir, provoque une élévation rapide et brutale du coût de la vie, en milieu rural en particulier, alors que les répartitions officielles demeurent irrégulières et insuffisantes. De nombreuses localités de l'Imerina seraient même condamnées à vivre dans une autarcie complète sans les apports du marché noir, en sucre, en sel, en huile comestible, en tissus, d'où, d'ailleurs, une certaine tolérance des chefs de district pour ces pratiques, tout à fait révélatrices des carences de

(23) C. Coquery-Vidrovitch, *Afrique noire. Permanences et ruptures*, Paris, Payot, 1985, p. 62

l'Etat. En tout cas, le dérèglement de l'économie provoque une inflation qui ne se résorbe qu'en 1949-1950 avec le retour de l'abondance. En attendant, dans le district de Manjakandriana, le prix du *soga* (toile écru) passe de l'indice 100 à l'indice 300 à 400 en moyenne, suivant les localités et les périodes, alors que le prix officiel du riz n'atteint que l'indice 221 en 1945 (base 100 en 1939) (24). Et de manière plus générale, l'indice du coût de la vie en milieu autochtone, d'après les chiffres officiels, passe de 100 à 288 % de 1939 à 1945 (100 à 340 pour les Européens) (25). L'écart entre le prix de riz qui procure les revenus monétaires au milieu rural et celui des produits qu'il achète devait être encore plus profond dans les endroits difficiles d'accès où les tenants du marché noir et les collecteurs régnaient sans partage.

Nous pensons que l'appréciation du haut-commissaire de Coppet selon laquelle "la population indigène regorge d'argent" et qu'il suffit d'initiative, d'esprit de suite et de persévérance de la part de l'administration pour que les impôts rentrent (26) ne pouvait être valable partout. En particulier dans les campagnes d'Imerina dépourvues de produits de traite et dont les récoltes de riz étaient non seulement déficitaires mais encore réquisitionnées à bas prix par l'Office du riz, les années 1944 à 1950 furent particulièrement pénibles. La guerre fut pour l'immense majorité des populations rurales d'Imerina la cause d'un approvisionnement difficile et d'une détérioration de leurs conditions d'existence en général, dans la mesure où le code de l'indigénat était appliqué avec plus de rigueur que durant les années 1930. Or, il sanctionnait justement le retard dans le paiement des impôts, le non accomplissement des corvées et des prestations, la fuite devant les réquisitions, les fausses déclarations de stock de riz. Cette misère des campagnes engendra l'insécurité et l'exode rural.

## 2 - L'insécurité dans les campagnes et l'exode rural

Loin des régions d'élevage comme le pays bara ou le Bongolava, et de l'Itasy ou du Vakinankaratra où des colons se livrent souvent eux-mêmes à des exactions, l'est d'Antananarivo n'a pas connu les incursions de voleurs de bœufs organisés en bandes. Mais dans les campagnes, les paysans se plaignent, en 1944-1945 et plus tard, des malfaiteurs qui pillent les champs surtout de manioc, en plein jour et usent de toutes sortes de ruses. Des *tontakely* terrorisent les villages la nuit, emportant vivres et vêtements. De même, un commerçant chinois de Manjakandriana a été trois fois victime en 1945 de cambriolage, probablement effectué par des voleurs venant de Tananarive, signale le chef de district. Mais tout cela n'est que le reflet désolant d'une misère indescriptible qui sévit

(24) Rapport annuel du Service provincial de l'agriculture de Tananarive, 1947, n° 695 (ARDM).

(25) L'effort fiscal réalisé à Madagascar de 1938 à 1945, *op. cit.*

(26) Circulaire du haut commissaire de Coppet au gouverneur du Sud et aux chefs de régions, 16 juillet 1946, (ANSOM) P.T. 0164.

particulièrement dans les campagnes. En outre, une circulaire confidentielle du gouverneur général de Saint-Mart aux chefs de région datant du 18 avril 1945 signale la fréquence de l'"appel à la charité publique et sur la voie publique encore inconnue il y a peu d'années en pays malgache et la mendicité qui sévit avec une intensité qui s'accroît chaque jour".

Cette misère des campagnes, aggravée par l'insuffisance des subsistances et l'insécurité, incite certains paysans à rejoindre la ville, en quête de travail, et sachant que le ravitaillement s'y trouve mieux assuré. Les listes des consommateurs ayant droit aux répartitions s'allongent donc rapidement dans certains quartiers de Tananarive comme Besarety, Andravoahangy, Isotry. A Tananarive, le gonflement de la population urbaine provient notamment des districts environnants, Tananarive-banlieue, Ambohidratrimo, (27). Le district de Manjakandriana fournit, en plus, un contingent important de ces migrants temporaires effectuant un mouvement régulier qui s'amplifie pendant la guerre, et alimente le groupe professionnel des charretiers ou des tireurs de pousse-pousse de la capitale. Remarquons aussi que le trop plein de la population rurale de Manjakandriana fournit le cadre des commerçants ambulants (*be korontana*) que l'on retrouve dans l'Alaotra et dans toute la région orientale, pas toujours bien accueillis par les autorités locales d'ailleurs. A Tananarive, en tout cas, se développe une population flottante de ruraux difficilement intégrée à la vie urbaine, qui n'a pas rompu avec son milieu d'origine, et que les statistiques démographiques officielles traduisent mal : l'accroissement de la population de la capitale s'élève de 10 978 en 1946 à 12 584 en 1947 et à 27 109 en 1948 (28), hausse que ne saurait justifier le seul croît naturel, vu l'ampleur à l'époque de la mortalité surtout infantile. C'est d'ailleurs à la fin de la guerre que débute un exode rural atteignant Tananarive, qui s'accroît fortement pendant les décennies suivantes (29) et que l'on observe dans la plupart des agglomérations africaines à la même époque. Il est une autre conséquence de la désorganisation de l'économie consécutive à la guerre : l'enrichissement de ceux qui se sont livrés à des manœuvres spéculatives et au marché noir.

### C - LES "NOUVEAUX RICHES" DU MARCHÉ NOIR

Pendant la guerre l'insuffisance des importations d'objets fabriqués entraîna une pénurie génératrice de hausse des prix. Inversement, la rareté des liaisons maritimes entrava l'exportation des produits de traite achetés à vil prix par les collecteurs et les agences des grandes compagnies. D'où des opérations particulièrement juteuses pour ces derniers pendant la guerre. En 1944, les

(27) N. Ranaivo-Rabetokotany, *op. cit.*

(28) Statistiques de la population par l'assistance médicale indigène, (ARDM) II. 263.

(29) L. Rabearimanana, "Tananarive après 1945 : développement des quartiers populaires et lutte contre la colonisation", in *Processus d'urbanisation en Afrique*, t. 2, Paris, L'Harmattan, 1988, pp. 46-58.

bénéfices nets de la SICE s'élèvent à 12 217 612 F. Pour l'ensemble des 249 sociétés commerciales et industrielles de l'époque, de 96 536 000 F en 1943, ils grimpent à 166 799 000 F (30). Ainsi, marché parallèle, manœuvres spéculatives, tout cela enrichit prodigieusement les grandes compagnies de commerce françaises, indiennes et chinoises, ces gros bonnets bien protégés en haut lieu et qui ne sont que rarement poursuivis.

### 1.- Les commerçants en milieu rural

En dessous, se situent les détaillants malgaches et les nombreux micro-commerçants qui envahissent les petites localités, écoulant savon, huile au menu détail, sucre et tissus sur des étals de fortune aussi bien au marché que le long des routes ou dans les maisons. Ceux-là ne peuvent présenter de factures au contrôleur des prix et se font souvent prendre et sanctionner. Leurs bénéfices sont, certes, faibles comparés à ceux des grossistes, mais à leur niveau, ils fixent arbitrairement les prix, d'autant plus qu'ils règnent en maîtres dans les campagnes. Leur pouvoir, ils le partagent avec ceux qui, avec la complicité des chefs de village ou des chefs de quartiers, ont la possibilité de trafiquer sur le paddy, qui ont réussi à cacher une partie de leur production et la revendent ensuite aisément à prix exorbitants. En outre, il y a les collecteurs de riz qui, après 1946, alors que l'Office du riz cesse ses activités de réquisitions, sillonnent les campagnes. Par exemple, Ambatomanoina, qui n'est plus reliée à Anjzorobe à cause des ponts coupés est parcouru par des charretiers d'Ambohitrolomahitsy qui utilisent toutes sortes de manœuvres malhonnêtes pour tromper le producteur : usage du *vary iray*, de contenance variable, recours aux avances sur récoltes... Ces méthodes, assez courantes en période normale, sont exacerbées lorsque s'installe la pénurie et que les moyens de communication se détériorent, rendant difficile tout contrôle durant une période où le pays est sous-administré.

Les bénéfices sont investis surtout dans l'achat de terres (de rizières essentiellement), dont les petits propriétaires sont obligés de se dessaisir à cause de la hausse des impôts fonciers, de l'usure, de l'inflation... Ceux-ci deviennent métayers sur leurs propres terres. Et pendant la guerre, en général et au moment où sévissent les réquisitions de riz en particulier, une certaine mobilité foncière se développe au profit de ces artisans du marché noir et des spéculateurs. Au groupe de "nouveaux riches" que forment ces derniers, pouvait s'appliquer la description de Jacques Delarue pour la France de l'époque : "parfois élégants, souvent puissants, toujours repus et sûrs d'eux-mêmes, ils ne paraissent pas incommodés par l'insupportable odeur de pourriture, de misère, de larmes et de sang qui monte encore de leurs millions mal acquis, et ils en jouissent sans remords. Ceux-là furent les vrais profiteurs de l'occupation (31).

(30) L'effort fiscal réalisé à Madagascar, *op. cit.*

(31) J. Delarue, *Trafics et crimes sous l'occupation*. Paris, Fayard, 1968, cité par Jean-Pierre Azema, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, n° 15, Paris, Ed. du Seuil, 1979.

## 2 - Les cadres des collectivités rurales

Les "nouveaux riches" des années 1940 font partie, dans les campagnes, du groupe social restreint que la terminologie coloniale appelle les "évolués". Ceux-là comprennent des fonctionnaires retraités, des pasteurs, des instituteurs des écoles confessionnelles, des médecins libres et surtout des commerçants. Les réformes des collectivités indigènes de 1944 en font des notables, puis la création des collectivités témoins et des collectivités rurales des années 1950, lorsque l'administration coloniale décide d'accorder une certaine part de la gestion intérieure aux Malgaches tout en encadrant les masses rurales, les propulse au premier rang. Ce sont eux qui prennent en main la direction administrative des CAR et des CRAM ; ce sont eux qui bénéficient des innovations techniques en matière agricole, et non la masse des producteurs ruraux.

Avant les années 1950, au lendemain de la guerre, profitant des libertés démocratiques et politiques, ils forment l'encadrement des sections du MDRM dans les campagnes, comptant bien sur les moyens légaux offerts par les réformes administratives pour s'imposer et ajouter un pouvoir politique à une place déjà acquise sur le plan économique. Mais quand éclatent les événements de 1947, ils ne vont pas grossir les rangs des insurgés. Certains tournent casaque, purement et simplement, montrant fidélité et collaboration vis-à-vis du régime colonial.

### CONCLUSION

Que signifie la Seconde Guerre mondiale dans l'évolution économique et sociale de Madagascar ? La première vision qui s'impose est celle d'une régression générale. La production agricole ne représente au sortir de la guerre que moins des trois-quarts de celle de 1938, aussi bien pour les produits vivriers que pour ceux destinés à l'exportation. On note aussi un recul incontestable en ce qui concerne les méthodes de culture avec l'abandon presque général de la culture mécanisée et attelée. Plusieurs années d'autarcie partielle ou totale ont montré la faillite d'une économie de traite qui a toujours maintenu la colonie dans l'étroite dépendance de la demande métropolitaine. Quant au principe du pacte colonial, renforcé encore après la crise de 1930, ses effets ont été tels, pendant la guerre, que le pays n'a pas pu s'adapter aux demandes des alliés à partir de 1943 et se trouvait ainsi en mauvaise posture devant la concurrence internationale. La guerre a aussi révélé de manière brutale les méfaits d'un manque d'équipement que les travaux entrepris grâce aux emprunts Maginot n'ont qu'à peine entamé. La crise sociale que la désorganisation de l'économie a engendrée se manifeste par l'approfondissement du fossé séparant ceux qui, Français ou non, tiennent les rênes de l'économie de ceux qui sont exploités.

En particulier, dans la région de Manjakandriana, fortement peuplée dès avant la guerre et où l'équilibre entre population et ressources est relativement instable, la guerre a été source de désolation, de misère, d'insécurité pour les masses rurales mais représente, par contre, une aubaine pour une petite minorité de profiteurs. Il n'est donc pas étonnant que, parmi les premiers, certains aient été tentés de suivre le mouvement insurrectionnel de 1947, dont la frange orientale de la région a été le théâtre.

Il est vrai que la guerre a été l'occasion, dans d'autres contrées de Madagascar, l'Alaotra, la plaine de Marovoay, notamment d'une extension notable des cultures accomplie par le biais des réquisitions donc du travail forcé grâce à des aménagements hydro-agricoles. Il est vrai aussi que le régime vichyste a envisagé de mettre en place une politique hardie d'équipement et d'industrialisation des colonies. Il n'eut cependant ni le temps ni les ressources pour la réaliser, et il fallut attendre 1946, avec le plan décennal de développement économique et social, pour doter le pays d'un certain équipement. Ce fut une goutte d'eau dans l'océan.

## FAMINTINANA

*Nandritra ny ady lehibe faharoa dia nampiharina teto Madagasikara izay fomba famoretana rehetra azo natao tamin'ny alalan'ny asa an-terivozona sy ny indizena. Araka izany ary dia noterena ny tantsaha tany amin'ny faritanin'i Manjakandriana hiasa sy hanolotra ny vokatra. Ny hetra koa moa nampitomboina rahateo ho fandraisana anjara amin'ny ezaka tsy maintsy hatao noho ny ady. Ankoatra izany, nanomboka tamin'ny taona 1944, dia noteren'ny Office du riz ny mpamboly hanolotra izay vary vokatra rehetra haondrana sy hamatsiana ny mponina. Izay mitady tsy hanara-dalàna dia faizina mafy dia mafy. Teren'ny mpanao varo-maizina koa ny mponina manararaotra ny tsy fahampian'ny entana ilaina amin'ny fiainana andavanandro, indrindra fa ireo hafarana avy any ivelany sy ny tsy fahalavorarian'ny fifamoivoizana. Nidangana ny vidim-piainana, tsy nisondrotra kosa anefa ny vidin-javatra any amin'ny mpamokatra. Niteraka fahantrana sy fikorontanana izany tany ambanivohitra., koa nifindra-monina vetivety any an-tanàn-dehibe ny tantsaha sasantsasany izay nandositra ny asa an-terivozona sy nananlena famatsiana tomombana kokoa. Izany toe-javatra vokatry ny ady izany dia niteraka fahasamihafana bebe kokoa teo amin'ny mponina any ambanivohitra : nihananan-karena ny mpivarotra sy ny mpanangom-bokatra, nihanahantra kosa ny sarambaben'ny olona ary nidina ny fari-piainany.*

## ABSTRACT

In the Manjakandriana region, the Second World War was marked by a return to forced labour and to a specific administrative status for the natives. The rural masses were submitted to conscription and services and to taxes which grew heavier and heavier. Moreover, from 1944 onward, the Rice Bureau had compelled the growers to yield all their crops to home consumption and exportation and those who were tempted to oppose the rule were severely punished. Because of the shortage of basic foodstuffs and imported goods and because of the deficiency of the means of communication, the population was subjected to black market. The rise in the cost of living which was not compensated by the rise of the regulation price imposed on the producers, caused poverty and insecurity in rural areas. Some people moved temporarily to town to avoid forced labour and secure themselves a better rice supply. The situation widened the gap within rural societies as merchants, rice collectors and all kinds of traders became more and more prosperous at the expense of the masses of population whose standards of living kept dropping.